



Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées

Distr. générale
3 avril 2014

Original: français

Comité des disparitions forcées

Sixième session

Compte rendu analytique de la première partie (publique*) de la 86^e séance**

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le jeudi 20 mars 2014, à 15 heures

Président(e): M. Decaux

Sommaire

Réunion avec les États Membres de l'Organisation des Nations Unies

Réunion avec les organisations non gouvernementales et autres parties prenantes

-
- * Il n'est pas établi de compte rendu analytique pour la deuxième partie (privée) de la séance.
** Il n'a pas été établi de compte rendu analytique pour la 85^e séance.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.14-41841 (F) 030414 030414



* 1 4 4 1 8 4 1 *

Merci de recycler



La séance est ouverte à 15 h 10.

Réunion avec les États Membres de l'Organisation des Nations Unies

1. **Le Président** invite les représentants des États Membres de l'Organisation des Nations Unies (ONU) à prendre la parole.
2. **M. Gómez Robledo** (Mexique) dit que le Mexique est pleinement conscient de l'extrême gravité du crime de disparition forcée et de la nécessité d'adapter le Code pénal mexicain pour le rendre pleinement conforme à la Convention. Il compte pour ce faire sur l'aide du Comité et sur le dynamisme de la nouvelle génération de juristes mexicains. M. Gómez Robledo dit qu'il a mis au point, de concert avec le Secrétaire général de l'Académie de droit international de La Haye, un programme de formation à l'intention des magistrats. Il encourage vivement le Comité à établir de nombreux contacts avec les membres de l'appareil judiciaire des 32 entités fédérées mexicaines pendant sa visite au Mexique. M. Gómez Robledo dit que le Mexique attend avec intérêt les recommandations du Comité et que celles formulées par le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires à l'issue de sa visite de 2001 ont servi de point de départ à l'élaboration du rapport initial du Mexique.
3. Le Mexique souhaite que des organes tels que le Comité des disparitions forcées disposent de ressources suffisantes pour remplir leur mandat et a donc pris position en faveur du renforcement des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme à l'Assemblée générale des Nations Unies. Conscient de son devoir de solidarité et du fait que certains des États Membres de l'ONU ont besoin d'aide, il a proposé au Haut-Commissariat aux droits de l'homme de participer à ses activités d'assistance technique.
4. M. Gómez Robledo encourage le Comité à renforcer ses méthodes de travail et à appliquer les bonnes pratiques afin de ne pas accuser de retard dans ses travaux. Il l'invite à s'inspirer de la pratique des organes régionaux, comme la Commission interaméricaine des droits de l'homme, lors de la formulation de recommandations générales. Évoquant la «prolifération» des organes conventionnels et des tribunaux relatifs aux droits de l'homme, il dit que ce processus ne doit pas conduire à une fragmentation de la jurisprudence du droit international.
5. **M^{me} Gobbi** (Argentine) dit que, dans son pays, la lutte contre les disparitions forcées a été initiée il y a près de quarante ans par les mères, les pères et les proches de personnes disparues. L'Argentine a été le deuxième État à ratifier la Convention après l'Albanie. Les organes exécutif, législatif et judiciaire argentins ont supprimé tous les obstacles juridiques à l'identification et à la condamnation des responsables de crimes contre l'humanité tels que les disparitions forcées.
6. **M^{me} Gobbi** rappelle que l'Argentine est notamment partie à la Convention interaméricaine sur la disparition forcée des personnes, qui a rang constitutionnel, et que la disparition forcée est qualifiée dans le Code pénal argentin. Elle souligne la création du programme d'aide aux victimes et du programme «Vérité et justice», tous deux mis en œuvre par le Ministère de la justice et des droits de l'homme. En outre, elle évoque l'adoption de la loi n° 25326 sur la protection des données personnelles et la création de différents organismes, dont la Commission nationale pour le droit à l'identité (CONADI), la Commission nationale sur la disparition de personnes (CONADEP) et la Banque nationale de données génétiques.
7. En ce qui concerne la situation des victimes et des témoins de disparitions forcées, **M^{me} Gobbi** cite les travaux du Centre d'aide aux victimes de violations des droits de l'homme Dr. Fernando Ulloa et appelle l'attention sur deux programmes prévoyant le versement de récompenses à ceux qui fournissent des renseignements permettant de

retrouver des personnes victimes d'enlèvement ou de localiser des responsables d'actes de terrorisme d'État en fuite.

8. M^{me} Gobbi dit que l'Argentine participe activement à la campagne en faveur d'une ratification universelle de la Convention dans le cadre de son dialogue avec les pays amis de toutes les régions du monde. L'Argentine encourage les États Parties qui ne l'ont pas encore fait à reconnaître la compétence du Comité pour recevoir et examiner des communications présentées par des personnes ou pour le compte de personnes relevant de sa juridiction. Elle est favorable à une augmentation des ressources du Comité proportionnelle à l'augmentation du nombre d'États Parties.

9. S'agissant de la question de la justice militaire, M^{me} Gobbi dit que l'ancien code de justice militaire a été aboli en 2009 et que le Code pénal et le Code de procédure pénale ont été modifiés de manière à donner aux juridictions ordinaires compétence pour connaître des infractions commises par des militaires.

10. **M. Corcuera Cabezut** dit que le dialogue entre le Comité et les représentants des États permet de mieux comprendre les moyens à mettre en œuvre pour renforcer la Convention et améliorer le fonctionnement du Comité en vue d'obtenir des résultats dans la lutte contre les disparitions forcées. Il invite les États à accueillir favorablement la multiplication des organes internationaux chargés de l'application des normes, à contribuer à la campagne en faveur de l'universalisation de la Convention et à encourager les États qui ne l'ont pas encore fait à reconnaître la compétence du Comité en vertu des articles 31 et 32.

11. **M. Tiemounou** (Burkina Faso) dit que le Burkina Faso a mené des activités de promotion de la Convention et attend l'examen de son rapport initial sur la mise en œuvre de la Convention, qui sera prochainement soumis au Conseil des ministres pour adoption, pour suivre les orientations du Comité.

12. **M. Huhle** salue le fait que de nombreux pays d'Afrique et d'Amérique latine aient ratifié la Convention, mais souligne qu'il reste beaucoup à faire pour promouvoir la ratification dans le reste du monde, en Asie par exemple.

13. M^{me} **Pereira Farina** (Paraguay) dit que le Paraguay a soumis son rapport au Comité en août 2013 et est à jour de ses obligations envers tous les organes conventionnels, ce qui constitue une grande avancée pour le pays. Un mécanisme national chargé de l'application des décisions des instances internationales et du suivi des recommandations formulées par les organes conventionnels, la CICSJ, a été créé. D'autre part, le mécanisme national de prévention de la torture fonctionne pleinement et constitue un exemple de bonne pratique dans la région. Cette volonté politique ne suffit pas toujours à combler le manque de moyens, c'est pourquoi la coopération avec les États qui ont davantage d'expérience en la matière est très importante. Le Paraguay attend la liste de points du Comité et communiquera ses réponses en temps voulu; il sera représenté par une délégation à la session de septembre 2014.

14. **Le Président** dit que le Comité a trois priorités. La première est de veiller à la cohérence du droit international des droits de l'homme, qui représente à la fois une sécurité juridique pour les États et une garantie de respect des droits pour les victimes. À cette fin, le Comité doit travailler en étroite coopération avec les autres organismes des Nations Unies compétents dans ce domaine pour tirer profit de leur complémentarité et éviter les lacunes dans la protection des droits. La deuxième priorité est de garantir l'efficacité de la Convention. Celle-ci offre de nombreux moyens de prévention, de protection et de promotion tels que les procédures prévues aux articles 30 et 33, et pour que ces outils puissent être mis en œuvre, les États, les organisations non gouvernementales (ONG) et la société civile doivent coopérer pleinement avec le Comité. L'efficacité du Comité, qui est la troisième priorité, dépend de la collaboration avec les États, qui doit

être axée sur les résultats et fondée sur le dialogue, dans le contexte du renforcement du système des organes conventionnels.

La séance est suspendue à 15 h 55; elle est reprise à 16 h 5.

Réunion avec les organisations non gouvernementales et autres parties prenantes

15. **Le Président** rappelle l'importance des échanges avec les ONG pour les travaux du Comité, l'efficacité de la plupart des outils à sa disposition dépendant des informations qu'elles lui communiquent.

16. **M^{me} Crottaz** (Alkarama) prend note du document finalisé sur la coopération entre le Comité et la société civile, qui intègre de nombreux points soulevés par les ONG, et souhaite qu'il soit publié sur le site Web du Comité. Elle invite le Comité à publier également sur son site Web des informations sur la façon dont il traitera les affaires de représailles, ainsi que les coordonnées du rapporteur chargé de la question, et à mettre en place un processus de suivi de l'application des recommandations concernant les représailles. Elle l'engage également à établir des lignes directrices transparentes et détaillées quant aux procédures suivies pour l'élaboration des Observations générales, à veiller à ce que la date des réunions d'information avec les ONG soit proche de celle de l'examen de l'État concerné pour que les ONG n'aient pas à attendre trop longtemps à Genève, et à faire le nécessaire pour que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme assure la diffusion des séances publiques du Comité sur le Web. S'agissant des rapports en retard, comme ceux de l'Iraq et de la Tunisie, elle voudrait savoir quelles mesures le Comité a prévu de prendre pour que ces documents soient fournis et examinés le plus tôt possible et que les délais impartis soient respectés pour les prochains rapports. Elle suggère également au Comité d'engager l'Algérie, les Comores et le Liban à adhérer à la Convention, ces pays ayant accepté, au cours de l'Examen périodique universel, des recommandations en ce sens.

17. **Le Président** dit que la Convention prévoit la possibilité de prendre des mesures de protection en faveur des personnes qui coopèrent avec le Comité. Il faudra effectivement faciliter l'envoi de messages au rapporteur chargé des représailles. S'agissant des Observations générales, le Comité tient compte de toutes les contributions reçues et prendra le temps de consulter toutes les parties prenantes. Pour ce qui est de la diffusion des séances sur le Web, le Comité est sensible à l'aide apportée l'année précédente et regrette que le Haut-Commissariat n'ait pu assurer cette année cette diffusion, qui est importante pour la sensibilisation comme pour la mémoire.

18. **M^{me} Garcia Guevara** (Centro diocesano para los derechos humanos Fray Juan de Larios) demande si une date a été fixée pour l'examen du rapport du Mexique et s'il est possible de signifier à cet État, qui ne reconnaît qu'en partie la compétence du Comité pour l'examen des communications individuelles, qu'il doit valider la procédure permettant cet examen, compte tenu de l'ampleur du problème des disparitions forcées dans le pays.

19. **Le Président** dit que le Mexique a soumis son rapport, consultable sur le site Web du Comité début mars 2014. La liste de points sera adoptée lors de la septième session du Comité, en septembre 2014, et le rapport sera examiné au cours de la huitième session, au printemps 2015. Le Comité prend le temps de consulter la société civile à différents stades, avant et après l'établissement du rapport comme de la liste de points. Lors de la huitième session, une vidéoconférence pourrait être organisée pour permettre aux ONG qui ne peuvent pas se déplacer de participer aux travaux du Comité. S'agissant des articles 31 et 32, le Président invite encore une fois tous les États à reconnaître la compétence du Comité pour recevoir et examiner des communications, qu'elles émanent de particuliers ou d'États.

20. **M^{me} Nuño** (*Centro de Derechos Humanos de las Mujeres*) dit souhaiter que les présences du HCDH sur le terrain jouent un rôle actif dans la promotion de la ratification de la Convention. Elle s'enquiert de la suite que le Comité entend donner à son débat public sur la justice militaire. C'est un thème de première importance en Amérique latine, qui a déjà fait l'objet d'une jurisprudence détaillée au niveau régional. Si le Comité prévoit à terme de rédiger une Observation générale sur le sujet, il serait sans doute utile qu'il coordonne ses travaux avec ceux du système interaméricain, à la fois dans un souci d'harmonisation et pour éviter les chevauchements d'activité et les répétitions.

21. **Le Président** répond que plusieurs experts indépendants et autres titulaires de mandat se mobilisent pour promouvoir la ratification de la Convention. C'est aussi le cas du HCDH, qui publie de nombreuses informations sur son site Web, et mène aussi nombre d'activités dans ce sens sur le terrain, notamment par l'intermédiaire de ses bureaux dans les pays, qu'il recense dans son rapport annuel. Sur le continent américain, les ratifications sont déjà nombreuses; les efforts doivent maintenant aussi porter sur les autres continents. Il est à souhaiter que cette année encore la Convention figure parmi les instruments que le Secrétaire général appellera à ratifier lors de l'ouverture de l'Assemblée générale.

22. Concernant la justice militaire, le Président n'ignore pas que l'Amérique latine a déjà développé une jurisprudence régionale. Le Comité n'a pas pour ambition de refaire le même exercice ni même de rédiger un long document. Son objectif est très précis: il s'agit de lever une ambiguïté. En effet, tout, de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées au *jus cogens*, allait dans le sens d'une incompétence des juridictions militaires pour juger les crimes de disparition forcée, mais au moment de la rédaction de la Convention cet aspect a délibérément été passé sous silence pour obtenir un consensus. Le Comité entend donc faire savoir rapidement que sa doctrine en la matière est la même que celle de toutes les autres instances et qu'il reprend notamment à son compte tout ce qui a été dit par le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires.

23. **M. Corcuera Cabezut** abonde dans le sens du Président. Le Comité aura sans doute aussi à se prononcer un jour sur les amnisties qui sont admissibles et celles qui ne le sont pas, mais pour être efficace une Observation générale sur cette question doit être aussi précise et concise que possible.

24. **M. Garcé García y Santos** ajoute que le principal problème qui se pose en Amérique latine est celui de la formation militaire. Il serait souhaitable que les pays de cette région mettent de nouvelles institutions militaires sur pied, comme l'Allemagne l'a fait après 1945.

25. **M. Hazan** demande si les ONG mexicaines sont en contact avec des familles de victimes de disparition forcée originaires de pays autres que le Mexique.

26. **M^{me} Garcia Guevara** (*Centro Diocesano para los Derechos Humanos Fray Juan de Larios*) répond que des contacts existent effectivement avec des familles de migrants victimes de disparition forcée et se propose de faire la liaison entre ces familles et le Comité. Elle souhaiterait en savoir davantage sur les modalités concrètes de coopération avec le Comité.

27. **Le Président** invite les ONG à consulter le document qu'a publié le Comité sur sa relation avec les acteurs de la société civile (CED/C/3). Par souci d'efficacité, il leur conseille de se regrouper en coalition pour établir un rapport parallèle conjoint, suivant la structure du rapport de l'État partie. Avant le dialogue avec la délégation de l'État partie, une séance privée avec les ONG du pays peut être organisée, éventuellement par visioconférence, pour la communication de données confidentielles. Le Comité établira le projet de liste de points concernant le Mexique courant juin, de manière qu'il soit traduit pour la septième session, et le nombre de questions sera de l'ordre de 25. Les ONG

devraient donc faire parvenir leurs contributions avant la mi-juin et cibler les sujets de préoccupation les plus prioritaires. Elles pourront ensuite commenter les réponses écrites à la liste de points que l'État partie devrait avoir fait parvenir à l'automne. Pour se faire une idée du déroulement de l'examen du rapport du Mexique qui aura lieu en séance publique en mars 2015, elles peuvent visionner les quatre examens de rapport enregistrés lors des précédentes sessions.

28. Le Président, au nom du Comité tout entier, remercie les ONG pour les informations précieuses qu'elles lui apportent et les assure de l'utilité de leurs pistes de réflexion.

La première partie (publique) de la séance prend fin à 16 h 55.